

**35^e rencontre du réseau BEST à l'invitation de Toulouse Métropole
jeudi 2 & vendredi 3 juillet 2026**

PROGRAMME
(2026-06-29)

Jeudi 2 juillet

Lieu : Le Capitole, Mairie de Toulouse - Place du Capitole - 31000 Toulouse, **Salle des Commissions**

12h00-13h30

Accueil & buffet déjeunatoire

13h30-13h40 :

Mot de bienvenue et présentation du programme

Éric ARDOUIN, Directeur général des services de la Ville de Toulouse et de Toulouse Métropole

Questions et échanges pendant et après les interventions programmées tout au long de la rencontre.

1. Résilience face aux crises majeures : stratégies européennes et modèles nationaux

13h40-14h45

La stratégie de l'UE pour une union de la préparation : un changement de paradigme.

Le paysage européen des risques et des menaces s'est profondément dégradé ces dernières années — conflits géopolitiques, cybermenaces, dérèglement climatique, pandémies — constituant un véritable signal d'alarme pour l'Europe. C'est dans ce contexte que le rapport Niinistö de 2024 a sonné l'urgence d'agir, ouvrant la voie à l'adoption, en mars 2025, par la Commission européenne de la stratégie pour une union de la préparation : un véritable changement de paradigme dans la manière dont l'UE envisage sa sécurité collective.

Cette stratégie fixe une orientation stratégique ambitieuse, articulée autour de plusieurs blocs thématiques majeurs : le renforcement de la résilience des fonctions vitales de la société, l'intégration systématique de la préparation dès la conception des politiques publiques (*preparedness by design*), l'établissement d'exigences minimales de préparation communes aux États membres, la constitution de stocks de biens essentiels garantissant l'autonomie stratégique de l'Union, la mobilisation de l'ensemble de la population civile — car la préparation aux crises est l'affaire de tous —, et le développement de la coopération public-privé comme levier d'investissement dans la résilience.

La stratégie accorde une place centrale aux villes et territoires urbains, qui sont souvent les premiers à intervenir lorsqu'une crise éclate. Le principe de *preparedness by design* invite ainsi à intégrer la préparation aux catastrophes dans la planification de l'habitat, des transports, de l'énergie et des services sociaux. L'objectif pour les années à venir est clair : bâtir une Union européenne plus préparée et plus résiliente, en faisant de la préparation une responsabilité partagée entre tous les niveaux de gouvernance — européen, national et local.

Jacob Bang JEPPESEN, chargé de politiques à la DG ECHO, direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes, de la Commission européenne

Table ronde avec les experts nationaux présents de France, d'Allemagne, de Finlande sur la perception par les États membres de la stratégie de l'UE pour une union de la préparation, et échanges avec les participants, invités à donner leurs points de vue sur celle-ci.

14h45-15h45

Stratégie nationale de résilience resserrée : la résilience est une préparation opérationnelle aux crises majeures, plus un concept..

En avril 2022, une première stratégie nationale de résilience (SNR), préparée par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), a été adoptée. Structurée autour de 3 axes et 73 actions devant être mises en œuvre par les ministères, cette première stratégie a permis, d'une part, d'acculturer l'ensemble des parties prenantes, et, d'autre part, d'obtenir des résultats concrets : module de formation à la résilience pour les agents publics et les élus locaux ; refonte de la planification de sécurité nationale ; dispositif FR-Alert ; exercice Orion ; etc.

Depuis lors, l'état du monde s'est considérablement dégradé, ainsi que l'expose clairement la [Revue nationale stratégique actualisée](#) (juillet 2025). Parallèlement au pilotage des travaux portant sur la RNS-A, le SGDSN a préparé un resserrement de la stratégie nationale de résilience, afin d'adapter les efforts et les priorités à cette accélération du basculement géostratégique. Elle a été entérinée à l'occasion d'un Comité interministériel pour la résilience nationale (CIRN), tenu le 23 juin 2025 à l'hôtel de Matignon.

Cette stratégie s'organise dorénavant autour de deux priorités et 11 actions opérationnelles, assorties à des livrables et un calendrier de mise en œuvre. La première priorité est d'assurer la continuité de la vie économique de la nation. La seconde, de réunir et rendre utile l'ensemble des citoyens au service de la résilience de la Nation.

Jean-Christophe ÉRARD, délégué pour la stratégie nationale de résilience auprès des collectivités territoriales, Direction de la Protection et de la Sécurité de l'Etat, SGDSN

Discussion avec les participants sur un exemple concret de crise majeure : celle du Covid-19, pour réexaminer la gestion de celle-ci en France d'abord, puis la comparer ensuite avec sa gestion en Allemagne et en Finlande avec les experts nationaux présents et celui de la Commission, pour réfléchir ensemble aux forces et aux faiblesses de ces 3 modèles de résilience, et aux enseignements à en tirer.

15h45-16h00

Pause

16h00-16h45 :

Protection civile et résilience nationale en Allemagne : un système fédéral incontournable et complexe

Comprendre la résilience nationale allemande, c'est d'abord comprendre son histoire : État-nation récent, façonné par un fédéralisme ancré de longue date et une méfiance durable envers tout pouvoir central fort, l'Allemagne a bâti un système de protection civile fondé sur une stricte séparation des compétences entre communes, Länder et Fédération. La gestion des catastrophes relève exclusivement des Länder, tandis que la défense civile est une compétence fédérale — une distinction aux conséquences opérationnelles concrètes pour les collectivités locales. Au fil des « dividendes de la paix » qui ont suivi la réunification, les structures de défense civile ont été démantelées et le savoir-faire institutionnel s'est peu à peu perdu — un legs que l'Allemagne doit aujourd'hui assumer et réformer, à l'heure du retour des tensions géopolitiques. Le « Pacte pour la protection civile », adopté en Conseil des ministres le 20 mai 2026 avec un budget de 10 milliards d'euros, constitue une première réponse d'envergure. Cette séquence présentera la structure de ce système - ses niveaux de commandement, ses ressources (dont 1,76 million de bénévoles), ses acteurs opérationnels -, les prises de position de l'Association des villes allemandes (*Deutscher Städtetag*) pour un renforcement du rôle des communes, et les principes directeurs communs que sont la stratégie de l'UE pour une union de la préparation et les exigences de l'OTAN en matière de résilience.

Jörg HAAS, responsable du pôle Protection civile et gestion de crise chez PD – Cabinet de conseil interne pour les autorités allemandes (*PD – Berater der öffentlichen Hand GmbH*)

16h45-17h30

Construire une société résistante aux chocs - Sécurité d'approvisionnement et résilience en Finlande.

La Finlande fait figure de référence européenne en matière de résilience nationale, grâce à un modèle de « sécurité globale » (*comprehensive security*) développé depuis les années 1990 et régulièrement actualisé. Cette présentation abordera ce modèle et la défense totale sous plusieurs angles complémentaires.

Elle traitera en premier lieu du contexte historique, sociétal et géo-économique qui fonde l'approche finlandaise : une position géographique de pays le plus au nord de l'Union européenne, une forte dépendance aux liaisons maritimes et aux chaînes d'approvisionnement internationales, ainsi qu'une mémoire historique qui a forgé une culture de l'anticipation stratégique de long terme. Elle présentera ensuite l'évaluation stratégique actuelle et l'état des menaces - militaires, hybrides et économiques - auxquelles la Finlande se prépare aujourd'hui.

La présentation développera ensuite le cœur du modèle finlandais de sécurité d'approvisionnement (*security of supply*), piloté par l'Agence nationale de sécurité d'approvisionnement (NESA) : la coopération public-privé avec quelque 1 500 entreprises partenaires, la préparation matérielle (stocks stratégiques, réservations de capacités de production, réseaux logistiques de crise), la base de ressources financières, ainsi qu'une perspective régionale illustrant le rôle clé des municipalités et des collectivités locales. Elle se conclura par des exemples concrets d'arrangements de préparation : câbles sous-marins, réseaux de distribution alimentaire résilients, continuité de l'approvisionnement énergétique, autant d'illustrations d'une approche qui fait de la sécurité une responsabilité partagée entre l'État, les entreprises et la société civile tout entière.

Axel HAGELSTAM, directeur général adjoint, Affaires internationales et Analyse, de l'Agence nationale de sécurité d'approvisionnement de Finlande (National Emergency Supply Agency - NESA)

17h30-18h00

Table ronde avec le représentant de la Commission européenne et les experts nationaux présents sur les mesures qu'ils préconisent pour progresser dans la préparation et la réponse aux risques, menaces et crises majeurs dans l'UE et dans leur pays respectif, et les mesures proposées par les participants pour renforcer le rôle des territoires urbains dans la réalisation de ce projet fondamental.

18h00-19h00

Point sur le futur du réseau BEST

19h30

Réception et dîner dans la Salle des Illustres au Capitole, Mairie de Toulouse

Vendredi 3 juillet

Lieu : Le Capitole, Mairie de Toulouse - Place du Capitole - 31000 Toulouse, **Salle des Commissions**

Questions et échanges pendant et après les interventions programmées tout au long de la rencontre.

2. IA, défense et numérique : les nouvelles frontières de la sécurité des territoires

9h00-10h00

Intelligence artificielle : la dernière invention humaine ?

L'IA constitue l'une des plus grandes transformations techniques de l'histoire. Sa vitesse de progrès déjoue toutes les prévisions, y compris celles des meilleurs experts. Ses capacités pourraient bientôt dépasser celles des humains dans de nombreux domaines stratégiques. Cette perspective soulève des

possibilités inouïes pour la science, mais aussi d'immenses défis pour l'économie, la démocratie et la sécurité internationale. Où en sont réellement ses capacités, mi-2026 ? Quels préjudices cause-t-elle et à quels dangers nous expose-t-elle ? De quels cadres légaux disposons-nous ? Et quel rôle la France et l'Europe doivent-elles jouer pour se protéger et rendre son développement sûr ?

Le Centre pour la Sécurité de l'IA (CeSIA) est un centre d'expertise et un think tank indépendant basé à Paris consacré à la prévention des risques majeurs liés à l'IA. Mandaté par la Commission européenne pour évaluer les risques de manipulation liés à l'IA, le CeSIA collabore avec de nombreuses institutions nationales et internationales dont l'OCDE, l'UNESCO, le Forum de Paris pour la Paix, l'Institut National pour la Sécurité de l'IA et son homologue britannique, le UK AISI.

Arthur GRIMONPONT, responsable du plaidoyer au Centre pour la Sécurité de l'IA (CeSIA)

10h00-10h30

Pause

10h30-12h30

La place de la Défense en France dans un contexte géopolitique troublé.

Le monde connaît une période de bascule majeure, notamment dans le domaine des relations internationales et de la stratégie. Dans le jeu du droit et de la puissance, la force redevient pour de plus en plus d'acteurs un mode de règlement des différends. Dans ce contexte, la France souhaite continuer à agir et à peser pour faire valoir ses valeurs et défendre ses intérêts. Elle entend agir comme une puissance d'équilibre. Comment dès lors, adapter et transformer nos armées pour leur permettre de répondre aux défis du retour de la guerre en Europe et leur permettre de faire face à un engagement majeur ? Quelles implications et quelles conséquences pour la nation toute entière ?

Renaud RONDET, Général commandant la 11e brigade parachutiste

Comment l'armée se prépare à une gestion opérationnelle de l'incertitude ?

Plus que tout autre activité humaine, la guerre est par nature marquée du sceau de l'incertitude tant les enjeux qu'elle porte sont existentiels. Pour y répondre, les armées s'appuient d'une part sur un dispositif de formation et d'entraînement et d'autre part sur une méthode de décision et un exercice du commandement singulier. Au-delà de la décision, il s'agit ensuite d'en assurer la mise en œuvre effective dans des conditions par nature évolutive et mouvante. Comment concilier complexité de l'environnement et simplicité d'exécution ? Quels équilibres entre rationalité et intuition, entre centralisation et décentralisation ?

Renaud RONDET, Le Général commandant la 11e brigade parachutiste

12h30-14h00

Buffet déjeunatoire

14h00-15h00

Cybersécurité des territoires : comprendre les menaces, maîtriser le cadre NIS2 et agir

Les collectivités territoriales sont aujourd'hui des cibles privilégiées de cyberattaques de plus en plus fréquentes et sophistiquées. Cette intervention propose un cadrage essentiel sur ce qu'est la cybersécurité et sur le rôle de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), opérateur national chargé d'accompagner les acteurs publics dans la sécurisation de leurs systèmes d'information. L'état de la menace sera dressé et un point sur l'intelligence artificielle (IA) sera établi. L'intervenant enchaînera sur une présentation du cadre réglementaire européen issu de la directive NIS2 (Sécurité des réseaux et de l'information 2), qui élargit et harmonise à l'échelle de l'UE les obligations en matière de cybersécurité pour les entités publiques. La séquence abordera ensuite la question concrète des outils mis à disposition par l'ANSSI : par où commencer et comment être accompagné ?

Ludovic HENRY, délégué adjoint à la sécurité numérique de l'ANSSI pour l'Occitanie

15h00-15h30

VIGINUM - Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères, créé en juillet 2021, est un service technique et opérationnel, chargé de détecter, analyser et caractériser les tentatives de manipulation de l'information orchestrées depuis l'étranger qui visent à déstabiliser le débat public ou les intérêts de la France. Il est rattaché au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), sous l'autorité du Premier ministre.

Il surveille les plateformes numériques (réseaux sociaux, sites web) pour repérer des campagnes automatisées, de faux comptes ou de fausses informations (fake news) diffusées par des acteurs étatiques ou non étatiques étrangers.

VIGINUM a un rôle renforcé lors de toutes les élections, y compris donc les élections municipales, pour protéger le scrutin contre les ingérences numériques. En résumé, c'est le "bouclier" français contre la désinformation venue de l'étranger.

Ludovic HENRY, délégué adjoint à la sécurité numérique de l'ANSSI pour l'Occitanie

15h30-16h00

Conclusion de la rencontre

16h00

FIN de la 35e rencontre du réseau BEST